

**PROVINCE DE QUÉBEC**

**VILLE DE SAINTE-BRIGITTE-DE-LAVAL**

**RÈGLEMENT 825-18**

---

**RÈGLEMENT PORTANT SUR L'ÉTHIQUE ET LA DÉONTOLOGIE DES ÉLUS  
EN MATIÈRE MUNICIPALE, REMPLAÇANT ET ABROGEANT LE RÈGLEMENT  
790-16**

---

---

**Carl Thomassin, maire**

---

**Caroline Nadeau, avocate, greffière**

Avis de motion donné le 22 janvier 2018

Présentation du projet de Règlement le 22 janvier 2018

Adoption par le conseil municipal le 12 février 2018

Avis de promulgation donné le 16 février 2018

## PRÉAMBULE

- CONSIDÉRANT** la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*, entrée en vigueur le 2 décembre 2010, qui impose aux municipalités locales de se doter d'un code d'éthique et de déontologie applicable aux élus municipaux;
- CONSIDÉRANT** que le conseil municipal doit adopter un règlement portant sur l'éthique et la déontologie des élus avant le 1<sup>er</sup> mars suivant une élection générale;
- CONSIDÉRANT** qu'un avis de motion du présent règlement a été donné à la séance ordinaire du 22 janvier 2018;
- CONSIDÉRANT** que le projet de règlement a été présenté et déposé lors de la séance ordinaire du 22 janvier 2018;
- CONSIDÉRANT** que le projet de règlement doit être adopté lors d'une séance ordinaire du conseil, en vertu de l'article 11 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*;
- CONSIDÉRANT** qu'une copie du règlement a été remise aux membres du conseil au plus tard deux (2) jours juridiques avant la présente séance;
- CONSIDÉRANT** que tous les conseillers présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture;
- CONSIDÉRANT** que ce projet de règlement était disponible pour consultation à la mairie deux (2) jours juridiques avant la séance du 12 février 2018;
- CONSIDÉRANT** que des copies du règlement étaient disponibles à la disposition du public pour consultation dès le début de cette séance;
- CONSIDÉRANT** que le maire déclare l'objet du règlement, sa portée, son coût et, s'il y a lieu, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement;
- EN CONSÉQUENCE** il est proposé et résolu à l'unanimité d'adopter le présent règlement, lequel ordonne et statue ce qui suit;

## ARTICLE 1

### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Le préambule et les annexes font partie intégrante du présent règlement.

## **ARTICLE 2**

### **TITRE ET NUMÉRO**

Le présent règlement porte le numéro 825-18 et son titre est « *Règlement portant sur l'éthique et la déontologie des élus en matière municipale, remplaçant et abrogeant le Règlement 790-16* ».

## **ARTICLE 3**

### **DÉFINITIONS**

Dans le présent règlement, le masculin est utilisé pour alléger le texte.

#### **« Conseil municipal »**

Ce terme désigne le conseil municipal de Sainte-Brigitte-de-Laval.

#### **« Membre »**

Ce terme désigne tout membre du conseil municipal de la Ville de Sainte-Brigitte. Il désigne également tout membre nommé par le conseil municipal d'un comité, d'une commission ou d'un conseil administration.

#### **« Ville »**

Ce terme désigne la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval.

## **ARTICLE 4**

### **APPLICATION**

Le présent règlement s'applique à tout membre du conseil municipal, ainsi que tous membres d'un comité, d'une commission ou d'un conseil d'administration, nommés par le conseil municipal.

## **ARTICLE 5**

### **OBJECTIFS**

Le présent code poursuit les objectifs suivants :

- 1) Accorder la priorité aux valeurs qui fondent les décisions d'un membre et contribuer à une meilleure compréhension des valeurs de la Ville;
- 2) Instaurer des normes de comportement qui favorisent l'intégration de ces valeurs dans le processus de prise de décision des élus et, de façon générale, dans leur conduite à ce titre;
- 3) Prévenir les conflits éthiques et s'il en survient, aider à les résoudre efficacement et avec discernement;
- 4) Assurer l'application des mesures de contrôle aux manquements déontologiques.

## **ARTICLE 6**

### **VALEURS**

Les valeurs suivantes servent de guide pour la prise de décision et, de façon générale, la conduite des membres et des membres du conseil municipal en leur qualité d'élus, particulièrement lorsque les situations rencontrées ne sont pas explicitement prévues dans le présent code ou par les différentes politiques de la Ville.

#### **ARTICLE 6.1 L'INTÉGRITÉ**

Tout membre valorise l'honnêteté, la rigueur et la justice.

#### **ARTICLE 6.2 LA PRUDENCE DANS LA POURSUITE DE L'INTÉRÊT PUBLIC**

Tout membre assume ses responsabilités face à la mission d'intérêt public qui lui incombe. Dans l'accomplissement de cette mission, il agit avec professionnalisme ainsi qu'avec vigilance et discernement.

### **ARTICLE 6.3 LE RESPECT ENVERS LES AUTRES MEMBRES, LES EMPLOYÉS DE LA VILLE ET LES CITOYENS**

Tout membre favorise le respect dans les relations humaines. Il a droit à celui-ci et agit avec respect envers l'ensemble des personnes avec lesquelles il traite dans le cadre de ses fonctions.

### **ARTICLE 6.4 LA LOYAUTÉ ENVERS LA VILLE**

Tout membre recherche l'intérêt de la Ville.

### **ARTICLE 6.5 LA RECHERCHE DE L'ÉQUITÉ**

Tout membre traite chaque personne avec justice et, dans la mesure du possible, en interprétant les lois et règlements en accord avec leur esprit.

### **ARTICLE 6.6 L'HONNEUR RATTACHÉ AUX FONCTIONS DE MEMBRE (DU) (D'UN) CONSEIL**

Tout membre sauvegarde l'honneur rattaché à sa fonction, ce qui présuppose la pratique constante des cinq valeurs précédentes : l'intégrité, la prudence, le respect, la loyauté et l'équité.

## **ARTICLE 7 RÈGLES DE CONDUITE**

### **ARTICLE 7.1 APPLICATION**

Les règles énoncées au présent article doivent guider la conduite d'un élu à titre de membre du conseil municipal, d'un comité ou d'une commission, et de tout autre membre :

- a) de la Ville ou,
- b) d'un autre organisme lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du conseil municipal.

### **ARTICLE 7.2 OBJECTIFS**

Ces règles ont notamment pour objectifs de prévenir :

1. toute situation où l'intérêt personnel du membre peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions;
2. toute situation qui irait à l'encontre des articles 304 et 361 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (L.R.Q., chapitre E 2.2);
3. le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.

### **ARTICLE 7.3 CONFLITS D'INTÉRÊTS**

#### **Article 7.3.1**

Il est interdit à tout membre d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

#### **Article 7.3.2**

Il est interdit à tout membre de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

Le membre est réputé ne pas contrevenir au présent article lorsqu'il bénéficie des exceptions prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article 7.3.7.

#### **Article 7.3.3**

Il est interdit à tout membre de solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position sur une question dont un conseil, un comité ou une commission dont il est membre peut être saisi.

#### **Article 7.3.4**

Il est interdit à tout membre d'accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.

#### **Article 7.3.5**

Tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu par un membre du conseil et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par l'article 7.3.4 doit, lorsque sa valeur excède deux cent (200 \$), faire l'objet, dans les trente (30) jours de sa réception, d'une déclaration écrite par ce membre auprès du greffier de la Ville. Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu, et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception. Le greffier tient un registre public de ces déclarations.

#### **Article 7.3.6**

Un membre ne doit pas avoir sciemment un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la Ville ou un organisme visé à l'article 7.1.

Un membre est réputé ne pas avoir un tel intérêt dans les cas suivants:

1. le membre a acquis son intérêt par succession ou par donation et y a renoncé ou s'en est départi le plus tôt possible;
2. l'intérêt du membre consiste dans la possession d'actions d'une compagnie qu'il ne contrôle pas, dont il n'est ni un administrateur ni un dirigeant et dont il

possède moins de 10 % des actions émises donnant le droit de vote;

3. l'intérêt du membre consiste dans le fait qu'il est membre, administrateur ou dirigeant d'un autre organisme municipal, d'un organisme public au sens de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, d'un organisme à but non lucratif ou d'un organisme dont la loi prévoit que cette personne doit être membre, administrateur ou dirigeant en tant que membre du conseil municipal ou de l'organisme municipal;
4. le contrat a pour objet une rémunération, une allocation, un remboursement de dépenses, un avantage social, un bien ou un service auxquels le membre a droit à titre de condition de travail attachée à sa fonction au sein de la Ville ou de l'organisme municipal;
5. le contrat a pour objet la nomination du membre à un poste de fonctionnaire ou d'employé dont l'occupation ne rend pas inéligible son titulaire;
6. le contrat a pour objet la fourniture de services offerts de façon générale par la Ville ou l'organisme municipal;
7. le contrat a pour objet la vente ou la location, à des conditions non préférentielles, d'un immeuble;
8. le contrat consiste dans des obligations, billets ou autres titres offerts au public par la Ville ou l'organisme municipal ou dans l'acquisition de ces obligations, billets ou autres titres à des conditions non préférentielles;
9. le contrat a pour objet la fourniture de services ou de biens que le membre est obligé de faire en faveur de la Ville ou de l'organisme municipal en vertu d'une disposition législative ou réglementaire;
10. le contrat a pour objet la fourniture d'un bien par la Ville ou l'organisme municipal et a été conclu avant que le membre n'occupe son poste au sein de la Ville ou de l'organisme et avant qu'il ne pose sa candidature à ce poste lors de l'élection où il a été élu;
11. dans un cas de force majeure, l'intérêt général de la Ville ou de l'organisme municipal exige que le contrat soit conclu de préférence à tout autre.

#### **Article 7.3.7**

Le membre qui est présent à une séance au moment où doit être prise en considération une question dans laquelle il a directement ou indirectement un intérêt pécuniaire particulier doit divulguer la nature générale de cet intérêt, avant le début des délibérations sur cette question. Il doit aussi s'abstenir de participer à ces délibérations, de voter ou de tenter d'influencer le vote sur cette question.

Lorsque la séance n'est pas publique, le membre doit, en plus de ce qui précède, divulguer la nature générale de son intérêt, puis quitter la séance, pour tout le temps que dureront les délibérations et le vote sur cette question.

Lorsque la question à propos de laquelle un membre a un intérêt pécuniaire est prise en considération lors d'une séance à laquelle il est absent, il doit, après avoir pris connaissance de ces délibérations, divulguer la nature générale de son intérêt, dès la première séance à laquelle il est présent après avoir pris connaissance de ce fait.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas où l'intérêt du membre consiste dans des rémunérations, des allocations, des remboursements de dépenses, des avantages sociaux ou d'autres conditions de travail attachées à ses fonctions au sein de la Ville ou de l'organisme municipal.

Il ne s'applique pas non plus dans le cas où l'intérêt est tellement minime que le membre ne peut raisonnablement être influencé par lui.

#### **ARTICLE 7.4 UTILISATION DES RESSOURCES DE LA VILLE**

Il est interdit à tout membre d'utiliser les ressources de la Ville ou de tout autre organisme visé à l'article 7.1, à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions.

La présente interdiction ne s'applique pas lorsqu'un membre utilise, à des conditions non préférentielles, une ressource mise à la disposition des citoyens.

#### **ARTICLE 7.5 UTILISATION OU COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS**

Il est interdit à tout membre d'utiliser, de communiquer, ou de tenter d'utiliser ou de communiquer, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, des renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui ne sont pas généralement à la disposition du public, pour favoriser ses intérêts personnels ou ceux de toute autre personne.

#### **ARTICLE 7.6 APRÈS-MANDAT**

Dans les douze (12) mois qui suivent la fin de son mandat, il est interdit à un membre d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction, de telle sorte que lui-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre du conseil municipal.

#### **ARTICLE 7.7 ABUS DE CONFIANCE ET MALVERSATION**

Il est interdit à un membre de détourner à son propre usage ou à l'usage d'un tiers un bien appartenant à la Ville.

#### **ARTICLE 7.8 ANNONCES PUBLIQUES**

Il est interdit à tout membre du conseil municipal de faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la Ville, sauf si une décision définitive relativement à ce projet,

contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la Ville.

Le membre du conseil qui emploie du personnel de cabinet doit veiller à ce que les employés respectent l'interdiction au premier alinéa. En cas de non-respect de cette interdiction par l'un de ceux-ci, le membre du conseil en est imputable aux fins de l'imposition des sanctions prévues à l'article 8.

## **ARTICLE 8**

### **MÉCANISMES DE CONTRÔLE**

#### **ARTICLE 8.1 MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL**

Tout manquement à une règle prévue au présent code par un membre municipal peut entraîner l'imposition des sanctions suivantes :

1. La réprimande
2. La remise à la Ville, dans les trente (30) jours de la décision de la Commission municipale du Québec :
  - a. du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci;
  - b. de tout profit retiré en contravention d'une règle du présent code;
3. Le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période qu'a duré le manquement à une règle du présent code, en tant que membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la Ville ou d'un organisme visé à l'article 7.1;
4. La suspension du membre du conseil municipal pour une période dont la durée ne peut excéder quatre-vingt-dix (90) jours; cette suspension ne peut avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat.

Lorsqu'un membre du conseil municipal est suspendu, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la Ville, ou en sa qualité de membre du conseil municipal, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation, ou toute autre somme de la Ville ou d'un tel organisme.

#### **ARTICLE 8.2. MEMBRE D'UN COMITÉ, D'UNE COMMISSION OU D'UN CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Tout manquement à une règle prévue au présent code par un membre d'un comité, d'une commission ou d'un conseil d'administration, lorsqu'il est nommé par le conseil municipal, peut entraîner l'une des sanctions suivantes :

1. La réprimande
2. La remise à la Ville:
  - a. du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci;



- b. de tout profit retiré en contravention d'une règle du présent code;
- 3. Le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période qu'a duré le manquement à une règle du présent code, en tant que membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la Ville ou d'un organisme visé à l'article 7.1;
- 4. La suspension du membre du comité, de la commission ou du conseil d'administration sur lequel il siège;
- 5. La destitution du membre du comité, de la commission ou du conseil d'administration sur lequel il siège, par le conseil municipal.

#### **ARTICLE 9**

#### **ABROGATION**

Le présent règlement abroge et remplace le Règlement 790-16 - *Règlement portant sur l'éthique et la déontologie des élus en matière municipale, remplaçant et abrogeant le Règlement 767-15* et tout autre règlement portant sur le même objet.

#### **ARTICLE 10**

#### **ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Adopté à Sainte-Brigitte-de-Laval, en ce 12<sup>e</sup> jour du mois de février 2018

Le maire,

La greffière,

\_\_\_\_\_  
Carl Thomassin

\_\_\_\_\_  
Caroline Nadeau, avocate, OMA